



PRÉFET DU CANTAL

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes

**Arrêté préfectoral n°2026-0514 du 19 mai 2026
modifiant l'arrêté préfectoral n°95-0356 du 13 mars 1995 modifié autorisant la
société fromagère de Riom à exploiter une usine de collecte de lait et de
transformation de produits laitiers sur la commune de RIOM-ÈS-MONTAGNES**

Le préfet du Cantal
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1 et R. 181-45 ;

Vu l'article L. 1311-1 et suivants du code de la santé publique ;

Vu la directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;

Vu le décret du président de la République du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la Préfecture du Cantal ;

Vu le décret du président de la République du 23 octobre 2024 portant nomination de M. Philippe LOOS, préfet du Cantal ;

Vu la décision d'exécution du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaire et laitière ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures (PDM) correspondant ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté interdépartemental du 30 juillet 2024 délimitant les zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau du sous-bassin de la Dordogne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°95-0356 du 13 mars 1995 autorisant l'exploitation d'une activité industrielle de fromagerie sur la commune de Riom-ès-Montagnes par la Société fromagère de Riom ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-30 du 10 janvier 2013, pris au titre du code de la santé publique, portant autorisation d'utilisation d'un point d'eau privé à des fins de fabrication de produits alimentaires, pour le compte de la Société fromagère de Riom, commune de Riom-ès-Montagnes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-1862 du 28 novembre 2023 modifiant l'arrêté du 13 mars 1995 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-1030 du 5 juillet 2024 modifiant les arrêtés préfectoraux précédemment cités ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2026-73 du 23 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la Préfecture du Cantal, sous-préfet d'Aurillac ;

Vu le porter à connaissance dénommé « Étude d'acceptabilité des rejets de l'usine par le milieu naturel, site de Riom-ès-Montagnes » en date du 23 mars 2026 et transmis au préfet ;

Vu le rapport du 10 avril 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le courriel du 21 avril 2026 par lequel le projet d'arrêté préfectoral a été transmis au pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu le courriel du pétitionnaire du 04 mai 2026 indiquant les observations portant sur les paramètres à prendre en compte dans l'autosurveillance des rejets aqueux ;

Considérant les conclusions de l'étude d'acceptabilité des rejets au cours d'eau la Véronne et la proposition d'actualisation des valeurs limites caractérisant la qualité des rejets des eaux industrielles après traitement (VLE), prescrites par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2024-1030 du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté préfectoral n°95-0356 du 13 mars 1995 ;

Considérant que lesdites VLE proposées sont inférieures aux valeurs actuellement prescrites ;

Considérant que ces VLE permettent de respecter le bon état écologique du cours d'eau au point de rejet ;

Considérant que les données présentées, les modalités de calcul et les conclusions sont pertinentes ;

Considérant que les rapports d'analyse des 24 octobre 2024 et 23 octobre 2025 relèvent un résultat inférieur aux limites de quantification pour les paramètres Plomb (code Sandre 1382) et AOX (code Sandre 1106) ;

Considérant qu'au vu de ces résultats, le suivi de ces paramètres peut être suspendu tel que prévu par l'article 2.4.5 de l'arrêté préfectoral n°2023-1862 du 28 novembre 2023 modifiant l'arrêté du 13 mars 1995 ;

Considérant que le préfet peut, sur proposition de l'inspection des installations classées, prescrire toute prescription supplémentaire ou modifier les prescriptions existantes applicables à une installation classée, conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture du Cantal :

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} :

L'arrêté préfectoral n°2024-1030 du 5 juillet 2024 modifiant l'arrêté préfectoral n°95-0356 du 13 mars 1995 modifié est abrogé.

ARTICLE 2 :

Le titre 2 de l'arrêté préfectoral n°2023/1862 du 28 novembre 2023 modifiant l'arrêté préfectoral n°95-0356 du 13 mars 1995 est complété par l'article suivant :

Article 2.2.1 Système de management environnemental :

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :

I. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ;

II. Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ;

III. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;

IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;

V. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;

VI. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;

VII. Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ;

VIII. Communication interne et externe ;

IX. Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ;

X. Établissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ;

XI. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ;

XII. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ;

XIII. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;

XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;

XV. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;

XVI. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;

XVII. Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;

XVIII. Évaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;

XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;

XX. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.
Le SME intègre également les éléments suivants :

- un plan de gestion du bruit ;
- un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux ;
- un plan d'efficacité énergétique ;
- un plan d'utilisation rationnelle de l'eau.

Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n°221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

Le SME est mis en place et opérationnel avant le 1er janvier 2026.

ARTICLE 3 :

L'article 2.4.5 « Gestion et rejet des eaux usées » de l'arrêté préfectoral n°2023/1862 du 28 novembre 2023 modifiant l'arrêté préfectoral n°95-356 du 13 mars 1995 est remplacé par l'article suivant :

Article 2.4.5 – Gestion et rejet des eaux usées

Les eaux usées du site sont de deux natures :

- eaux usées sanitaires ;
- eaux usées industrielles. Les eaux industrielles comprennent les eaux de process, de lavages, de concentration de produits laitiers, de purges de la chaudière et de l'installation de refroidissement (TAR).

Les eaux usées sont collectées et dirigées vers l'installation de traitement propre au site.

La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement de valeur limite imposé par le présent arrêté, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou arrêtant si besoin les process de fabrication concernés.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement ou du stockage des effluents.

Les effluents rejetés doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- être exempts de matières flottantes ou de substances susceptibles de dégager des gaz toxiques ou odorants ;
- avoir un PH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- avoir une température inférieure ou égale à 30 °C ;
- ne pas modifier la couleur sur un point représentatif de la zone de mélange d'une valeur supérieure à 100 mg Pt/l, en continu.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu naturel, les valeurs limites définies ci-après :

Normes de rejet				
Débit - Volume/jour	800 m ³ /jour			
Paramètres	code SANDRE	Période	Concentration (mg/l)	Charge (kg/jour)
DCO (sur effluent non décanté)	1314	septembre à mai inclus	60	40
		juin à août inclus	50	30
DBO5 (sur effluent non décanté)	1313	septembre à mai inclus	15	8
		juin à août inclus	7	4
MES	1305		30	20
NGL	1551		15	8
NH4+	1335	septembre à mai inclus	3	2
		juin à août inclus		1
PT	1350	septembre à mai inclus	2	1,6
		juin à août inclus		1,1
Zinc et composés	1383		0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/jour	-
Nickel et ses composés	1386		0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/jour	-
Cuivre et ses composés	1392		0,15 mg/l si le rejet dépasse 5 g/jour	-
Plomb **	1382		0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/jour	-
Chrome et ses composés	1389		0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/jour	-
Fer, aluminium et leurs composés	7714		5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j	-
Chloroforme	1135		-	-
Composés organiques halogénés (AOX) **	1106		1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j	-
Chlorures	1337		-	-

*****les recherches des paramètres AOX et Plomb pourront être suspendues si 2 analyses consécutives sont inférieures aux valeurs limites de quantification.***

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cadre de l'autosurveillance, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Pour l'azote (NGL et NH₄⁺), les valeurs limites sont respectées lorsque la température de l'eau au niveau du réacteur est supérieure à 12 °C.

Pour l'azote (NGL et NH₄⁺) et le phosphore, la conformité est établie sur la base de la moyenne mensuelle en concentration et en flux.

Pour les autres paramètres, la conformité est établie sur la base du respect des valeurs limites en flux et concentration.

ARTICLE 4 :

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2023/1862 du 28 novembre 2023 modifiant l'arrêté préfectoral n° 95-356 du 13 mars 1995 est remplacé par l'article suivant :

Article 3.2.2 – Rejet d'eaux usées

L'évaluation et la surveillance des émissions dans les rejets aqueux sont conformes à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les contrôles externes de recalage sont réalisés au moins une fois par an. L'exploitant peut se soustraire à cette obligation si le contrôle est réalisé par un laboratoire agréé et si l'autosurveillance est réalisée « sous agrément ».

Les fréquences d'analyses des eaux usées avant rejet vers la station d'épuration sont les suivantes :

Paramètre	Fréquence	Code Sandre
Débit	En continu	1552
Température (°C)		1301
pH		1302
DCO	1 fois/jour	1314
NGL	1 fois/jour	1551
NH ₄ ⁺	1 fois/semaine	1335
Ptot	1 fois/jour	1350
MES	1 fois/jour	1305
DBO ₅	1 fois/mois	1313
Chlorures (Cl ⁻)	1 fois/mois	1946

Composés halogénés AOX	1 fois/an	1106
Zinc et composés	1 fois/trimestre	1383
Nickel et ses composés	1 fois/an	1386
Cuivre et ses composés	1 fois/trimestre	1392
Plomb	1 fois/an	1382
Chrome et ses composés	1 fois/an	1389
Fer, aluminium et leurs composés	1 fois/an	7714
Chloroforme	1 fois/an	1135

ARTICLE 5 – Délais et voies de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage de l'installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 – Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 7 – Notification et publicité :

Le présent arrêté est notifié à la Société fromagère de Riom, sise route de Saint-Étienne-de-Chomeil – 15400 RIOM-ÈS-MONTAGNES.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté (mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et est mise à la disposition de toute personne intéressée) est affiché en mairie de Riom-ès-Montagnes pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Riom-ès-Montagnes fera connaître par procès-verbal, adressé à la Préfecture du Cantal, l'accomplissement de cette formalité.

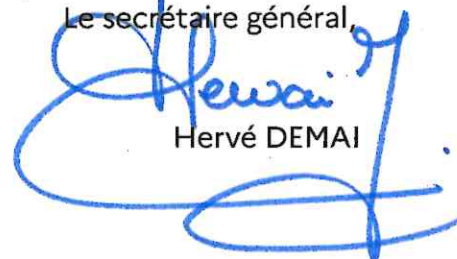
Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 8 – Exécution et copie :

Le secrétaire général de la Préfecture du Cantal, le maire de la commune de Riom-ès-Montagnes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée :

- au président du Conseil départemental du Cantal ;
- au délégué territorial de l'Agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Hervé DEMAI

